La Californie remet en question son programme écologique

17/05/2010 à 16h00



L’État américain, élève modèle en matière de protection de l’environnement, devra peut-être faire marche arrière. Un référendum entend préserver la croissance économique. Arnold Schwarzenegger est contesté pour avoir privilégié l’écologie au lieu des emplois.

L’écologie est un luxe que la Californie ne peut s’offrir dans le contexte économique actuel. C’est le postulat d’un groupe de pression nommé California Jobs Initiative Committee (CJIC). Son projet, qui prend la forme d’un référendum, vise à limiter les objectifs environnementaux que l’État s’est fixés il y a quatre ans.

Marché du C02 contesté

En 2006, le législateur californien et le gouverneur

républicain Arnold Schwarzenegger ont approuvé une loi sur le climat qui impose, en quinze ans, une réduction des gaz à effet de serre à un niveau équivalent à celui de 1990.

> ***Cela représente une diminution de quelque 25% par rapport au niveau actuel. Outre de nouvelles normes et régulations, le catalogue de mesures comprend la mise en place, dès janvier 2012, d'un marché de crédits d'émissions de CO2.***

Selon le CJIC, cette législation menace une économie californienne déjà mise à mal par un taux de chômage élevé. La part de personnes sans emploi par rapport à la population active atteint en effet 12,6%, soit l'un des taux les plus élevés aux États-Unis. La législation, estime l'organisation, va entraîner une augmentation des prix de l'énergie et menacer plus d'un million d'emplois.

Aussi, pour parer à ces conséquences, le CJIC suggère de ne pas appliquer ces mesures avant que l'économie californienne ne se soit redressée. Concrètement, il propose de ne revenir aux ambitions décidées en 2006 qu'à partir du moment où la Californie aura retrouvé, durant quatre trimestres consécutifs, un taux de chômage équivalent ou inférieur à 5,5%. A ce moment-là seulement, estiment les partisans de l'initiative, l'État sera à même de compenser les effets économiques négatifs de ses objectifs environnementaux.

Pour le CJIC et ses supporters, il ne s'agit pourtant pas d'annuler le plan de mesures. «*Nous voulons simplement repousser son application*,» assure Anita Mangels, porte-parole de l'organisation. Elle rappelle que le taux de chômage exigé pour relancer le programme est supérieur de 0,7 point à celui que connaissait la Californie lors de la signature, en 2006, de la législation. «*D'ailleurs, une fois la loi dégelée, nous ne prévoyons pas de nouvelle suspension, même si le taux de chômage devait augmenter*,» assure Anita Mangels. Cependant, pour les opposants à l'initiative, les conditions exigées pour

réaliser le plan de mesures reviennent à anéantir les objectifs environnementaux californiens. Le gouverneur Schwarzenegger, qui a fait de ce plan le symbole de son engagement environnemental qu'il considère comme l'une des victoires de sa carrière politique, est particulièrement véhément.

Groupes pétroliers accusés

«*Cette initiative est le résultat de l'avidité des groupes pétroliers qui veulent augmenter leur profit et continuer à polluer notre État*,» a-t-il fait savoir dans un récent discours. Il rappelle que des entreprises pétrolières comme les texanes Tesoro et Valero Energy, la californienne Occidental Petroleum, ou encore l'organisation National Petrochemical and Refiners Association, contribuent largement à financer le projet de référendum.

A ce jour, le CJIC a récolté plus de 800 000 signatures, soit presque le double des 434 000 paraphes requis pour organiser un référendum lors des élections du 2 novembre prochain. A cette date, les électeurs californiens seront appelés à se prononcer sur l'avenir du plan de mesures qui avait, en 2006, propulsé la Californie au rang de premier de classe en matière de régulation des gaz à effet de serre.

Le Temps